



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K. Marx)



BUIZINGEN : LES CHEMINOTS SAVENT POURQUOI !

Aussi dans ce numéro

Grèce : «le peuple est plus important que les marchés !».....p.7



Haïti : la solidarité sous les décombresp.14

SNCB : libéralisation et sécuritép.4

Carrefour : la lutte des travailleurs.....p.6

USA : la lutte en défense de l'éducation publiquep.8

Contre les menaces impérialistes envers l'Iran !p.10

LA CRISE... LA BATAILLE EST OUVERTE

Récemment, le gouverneur de la Banque Nationale, Guy Quaden, a pu conclure que « la crise bancaire est jugulée »¹.

Effectivement, les banques s'en sortent bien. BNP-Paribas a fait 5,8 milliards d'euros de bénéfice en 2009, presque le double de celui de 2008, et Fortis y a contribué pour plus de 700 millions. ING-Belgique a dégagé un bénéfice net d'un milliard d'euros en 2009, une augmentation de 56 % par rapport à 2008.

Des entrepreneurs aussi se frottent les mains. Solvay a engrangé un bénéfice de 516 millions d'euros l'an dernier, en hausse de 27 %. Suite à une demande d'acier à nouveau croissante, Arcelor-Mittal a décidé de relancer la ligne à chaud dans le bassin liégeois. Selon le journal *Le Soir*, « les analystes tablent sur un rebond de 35 % des bénéfices des entreprises européennes » en 2010². Et les statistiques du PIB belge sont de retour au positif dans les deux derniers trimestres de 2009, après quatre trimestres consécutifs de baisse.

Les media essayent de nous convaincre que la crise touche à sa fin, qu'il suffit d'avoir encore un peu de patience et que tout sera comme avant. Le principal serait acquis : on a sauvé les banques, qui pourraient donc de nouveau faire tourner les usines, qui feront augmenter l'emploi. Et on devrait tous être contents.

Le même Quaden prévient toutefois qu'il reste à payer les dettes, que le chômage va continuer à grimper et qu'il faudra faire des sacrifices. Mais cela, c'est pour les travailleurs. « Le budget doit être maîtrisé », c'est à dire qu'il faudra réduire les dépenses sociales. Et « il faut doper la compétitivité des entreprises belges » et donc encore une fois « réduire le coût salarial ».

Si le milliardaire Mittal relance la ligne à chaud, c'est avec financement de l'argent public et sans création d'emploi net : des salariés de la ligne du froid y seront transférés, sans toutefois être remplacés dans leur ancienne occupation. Le roi de l'acier fera appel à plus de flexibilité, plus de charge de travail (moins

de travailleurs par tonne produite), des intérimaires et une sous-traitance accrue. ING dégage des bénéfices... en diminuant son personnel de 310 équivalents temps plein. La décision de Carrefour de licencier plus de 1600 travailleurs n'est qu'une décision en plus dans ce sens ces dernières semaines.

Un refrain ressassé partout est qu'il faut repousser l'âge de la retraite, sans quoi, le « retour à la discipline budgétaire » ne sera pas possible. Le gouvernement nous dit que les travailleurs doivent rester plus longtemps au travail, mais c'est un leurre. Personne ne propose une loi pour interdire, par exemple, le licenciement à partir d'un certain âge, et toute la bourgeoisie sait très bien qu'elle n'a pas d'emplois à offrir, au contraire. Ce que Daerden met en place pour servir le Capital, c'est d'obliger les travailleurs de cotiser des années en plus aux fonds de pension, même en étant au chômage, et de retarder de plusieurs années le moment ils touchent leurs bénéfices. C'est une basse voltige pour réduire le salaire indirect des travailleurs dans leur ensemble.

La ministre « socialiste » Laurette Onkelinx veut même nous faire régresser 60 ans en arrière, avec un : « grand pacte social comme dans l'après-guerre »³. Pour essayer de convaincre la population, on cite les « exigences de l'Europe », telles que formulées lors du traité de Maastricht en 1992 : limiter le déficit public à 3 % du PIB et la dette externe à 60% du PIB. Mais quand il s'agissait de sauver les banques, tous les grands pays européens alléguèrent une force majeure pour laisser s'emballer le déficit et croître la dette. Ce n'est que quand il s'agit de faire payer la crise par les travailleurs que les exigences « de l'Europe » réapparaissent, des exigences pour sauver l'Europe du capital.

Dernièrement, on nous présente le spectre de la Grèce, un pays qui est passé « hors contrôle » et qui mettrait même la zone euro dans son ensemble en danger. Puis au « danger » c'est ajouté un autre danger : le Portugal. Et d'aucuns évoquent même que « la Belgique risque de devenir dans les prochaines

années la "Grèce de la mer du Nord". A savoir : crise noire, effondrement des finances publiques »⁴, si on n'est pas sage et si on ne maîtrise pas le budget et la compétitivité des entreprises. La Grèce, le Portugal et la Belgique représentent effectivement des maillons faibles dans l'économie européenne dans le sens où ce sont les pays les plus dépendants des investissements directs étrangers. Ce sont les seuls pays de la zone euro où les étrangers investissent plus que le pays n'investit à l'étranger. Mais de ce fait, précisément, les grands pays comme l'Allemagne ou la France ont tout intérêt à veiller à maintenir en bon état cette Europe des capitalistes, y compris, par exemple, en secourant l'économie grecque, qui ne représente de toute façon que 2,7 % de l'économie européenne. On prétend maintenant que la Grèce « aurait triché dans ses comptes », quand tous les « bons élèves » faisaient leur devoir. Mais cela ne veut pas dire que les vrais tricheurs, les spéculateurs de Goldman Sachs aux Etats-Unis, vont être punis. C'est la façon pour les banques de faire du profit dans le capitalisme. On sait que, par exemple, la Banque centrale européenne prête aujourd'hui (pas cher) de l'argent aux banques qui le reprètent (plus cher) aux Etats !⁵

La seule issue pour la bourgeoisie afin de se sortir de la crise est de faire payer la crise par les travailleurs. Et c'est là que le bat blesse.

Depuis des mois, les travailleurs grecs se mobilisent et ne veulent rien savoir de « réduction du déficit », de « reporter l'âge de la pension », etc. Les travailleurs portugais se mobilisent. En Belgique, Leterme en est aussi bien conscient en exposant sa crainte que « la crise sociale générée par la crise financière et économique dégénère en affrontement social, et que la situation échappe à tout contrôle »⁶.

Lamentablement, les directions syndicales s'apprêtent à « collaborer » à cette tâche d'éviter que

tout « dégénère ». Et Leterme est confiant : « Il est clair que [après la Marche du 29 janvier] la tension a baissé d'un cran. Maintenant, il y a une volonté de reprendre le dialogue. C'est une bonne nouvelle pour la Belgique ». La direction des syndicats s'est mise à table avec les patrons dans le « Groupe des dix », un organe paritaire présidé par les patrons, pour trouver une « solution » loin des caméras, sans mobiliser les travailleurs. Avec un tel instrument, la garantie est que de toute façon, s'il n'y a pas d'accord, le gouvernement tranchera au profit des patrons comme cela a toujours été le cas.

Pour les travailleurs, ce n'est pas une solution. Les syndicats doivent mobiliser, discuter un plan de lutte national dans les usines, sur tous les lieux de travail, préparer une grève générale, construire un rapport de force dans la production même, où ça touche directement les intérêts patronaux, comme ont fait les travailleurs d'InBev, et dans maintes autres occasions. Les travailleurs n'ont pas d'intérêt à sauver l'Europe du capital. Il s'agit de faire payer la crise aux capitalistes.

Il faut faire comme en Grèce, comme au Portugal. Les syndicats doivent préparer la grève générale, dans tous les lieux de travail. Aucune concession, aucune réduction des acquis, non au report de l'âge de la retraite.

Comme en Grèce, comme au Portugal : organiser la résistance ! Unifier les luttes !

1 Le Soir, 17/02/2010

2 Le Soir, 19/02/2010, 20/02/2010

3 Le Soir, 13/02/2010

4 Le Soir, 09/02/2010

5 Etienne de Callataÿ, économiste en chef de la banque Degroof, Le Soir 09/02/2010.

6 Le Soir, 09/02/2010



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

BUIZINGEN

LES CHEMINOTS SAVENT POURQUOI

L'accident de trains à Buizingen secoue tout le petit monde politique. Tous les partis traditionnels sont ou été impliqué dans la gestion du chemin de fer, et ils s'agitent pour ne pas se faire porter responsable par les autres, voir rejeter la faute sur les autres. La Commission parlementaire sur la sécurité du rail va durer au minimum quatre mois. Quatre mois pour faire traîner, pour faire retomber l'émotion, pour nous faire passer la pilule que les gouvernements ont eu d'autres préoccupations que la sécurité. Chaque cheminot à son niveau peut nous expliquer une facette du dysfonctionnement de la société. Et les causes des accidents sont bien connues : libéralisation, division de la société en trois entités, sous-traitance, privatisations, filialisation, destruction du statut et augmentation de la pression sur les travailleurs...

Une vingtaine de jours après Buizingen, un accident de trains marchandises à Glons aurait pu avoir des conséquences tout aussi catastrophiques. On nous dit encore que « l'enquête est en cours », mais nous voyons déjà que le train en tort est d'une compagnie privée, pour laquelle on impose pas un système de freinage d'urgence ni les mêmes conditions de formation et de travail pour les conducteurs.

Comme pour l'enseignement, le chemin de fer que la Commission européenne nous prépare est à deux vitesses. Les lignes à grande vitesse et les grands axes européens de marchandises (essentiellement depuis le port d'Anvers) sont privilégiés, au profit du grand capital, tandis que les compagnies publiques qui seraient vouées petit à petit à la faillite. La Qualité de l'Ere européenne, pour laquelle la Sécurité serait la priorité n°1, s'arrête tout simplement à des considérations de « rentabilité ».

Nous reproduisons ci-dessous notre déclaration diffusée suite à l'accident de Buizingen

Suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen, nous soutenons tout d'abord les familles et les amis des 18 disparus, ainsi que les 171 blessés qui vivent des moments difficiles. Par ailleurs, nous sommes convaincus que cet accident aurait pu être évité ; et brutalement cela nous ramène une fois de plus à la dure réalité du chemin de fer actuel.

Quoiqu'en dira l'enquête judiciaire, nous ne rejeterons pas la responsabilité finale de l'accident sur le conducteur ou sur le technicien d'entretien de la signalisation. Ceux-ci ne sont que les derniers maillons de la chaîne d'une grande machine qui se détraque. Les vrais responsables sont beaucoup plus haut, mais pour mettre cela en évidence, il faut analyser les problèmes de notre chemin de fer dans son ensemble.

En 2009, les dépassements de signaux se sont élevés entre 70 et 80, soit environ 1 tous les 5 jours. A chaque fois c'est un risque potentiel d'accident comme celui de Buizingen. Après le drame de Pécrot en 2001, et face à la recrudescence de ces dépassements abusifs en 2008, on avait une fois de plus tiré la sonnette d'alarme. La SNCB rechignait malgré tout à investir dans la formation des conducteurs, tandis qu'elle augmentait progressivement les cadences de travail. C'était le choix de la direction pour faire des économies.

Il est clair qu'une erreur humaine est toujours possible mais la technique doit être là pour en minimiser les conséquences. Qu'en est-il de ce fameux système TBL

(« Transmission Balise-Train ») qui permet le freinage automatique d'un train ayant franchi un signal rouge ? Presque trente ans après le début des discussions, relancées suite à l'accident de Pécrot qui aurait pu être évité de la même manière, nous n'avons toujours aucun système fonctionnel et efficace de ce type en Belgique, contrairement aux pays limitrophes. Tandis qu'au mieux 15% des signaux sont équipés de ce système, moins de 2% des trains le sont. La probabilité qu'un train équipé franchisse un signal équipé est de 0,3% ! Arrêter un train relève dès lors du miracle. Techniquement, des solutions existent, mais il faut dénoncer la dispersion et l'incohérence criminelles des choix de la direction.

Equiper la cabine de conduite d'un train du système TBL coûte maximum 20.000 euros. Pour les quelques 1.000 trains circulant sur le réseau, cela représente un total de l'ordre de 20 millions d'euros. A titre de comparaison, la gare « Calatrava » des Guillemins a coûté 437 millions d'euros, dont l'essentiel a été porté sur le plan esthétique et sur le prestige d'une gare internationale. Infrabel est le premier investisseur du pays, mais manifestement la sécurité n'est pas sa priorité n°1 ! Là encore c'est une question de choix politique.

De manière plus générale, le chemin de fer souffre de beaucoup de maux : manque de personnel, perte des compétences techniques suite à la politique de non-recrutement qui a duré une vingtaine d'année, incohérence et incompréhension suite à la division

de l'entreprise et de ses services, détérioration de la solidarité entre cheminots comme conséquence directe, augmentation de la pression sur chacun d'eux, etc. Tout cela découle de la profonde restructuration que subit la SNCB historique. En 2005, la ministre Isabelle Durant (Ecolo), appliquant les recommandations européennes, a divisé « l'ancienne SNCB » en trois entités : Infrabel, qui gère l'infrastructure, la SNCB, qui n'est plus qu'un opérateur gérant les machines qui roulent sur cette infrastructure et la SNCB Holding, qui emploie encore sous statut unique l'ensemble des cheminots grâce à la

lutte syndicale menée à l'époque. Cette division entre l'infrastructure et les machines r o u l a n t e s traverse toute la structure de la société et écartèle des services entiers. Tout doit être budgétisé. Sur le terrain, cela ne mène qu'à

des absurdités et des contradictions inavouables par nos dirigeants, au nom de la Qualité de l'Ere européenne. Ici encore, c'est un choix politique, en accord avec tous les gouvernements européens, dans le but de libéraliser le marché des opérateurs ferroviaires. Ainsi une société privée peut-elle louer des sillons (en choisissant les plus rentables) et en tirer des bénéfices sur le dos des investissements publics en infrastructure.

Cette libéralisation, déjà bien entamée dans le secteur marchandise (avec notamment la filialisation récente de B-Cargo), a été ouverte ce 1er janvier 2010 au secteur « Voyageur International » et d'ici quelques années elle s'attaquera au « Voyageur National ».

D'une part, à l'instar du secteur de l'électricité, nous voyons que libéralisation n'est aucunement synonyme de réduction des tarifs. D'autre part, comme nous sommes déjà victimes de l'incohérence de la division de la société historique, comment tous les opérateurs vont-ils pouvoir s'accorder avec l'infrastructure alors qu'ils ne cherchent que leur profit individuel ? Tout porte à croire que les conducteurs seront moins bien formés et que les

opérateurs privés les mettront encore davantage sous pression. Ce ne sont là que des aspects de l'anarchie typiquement capitaliste vers laquelle le gouvernement nous conduit. Libéralisation, filialisation de services (B-Cargo, Syntigo, Tucrail, etc.), partenariat public-privé (Diabolo, etc.), sous-traitances (chantier RER, nettoyage, restaurants, etc.)... L'unique et malheureux objectif de nos dirigeants est de privatiser tout ce qui peut l'être. De leur point de vue, le service public doit être la vache à lait d'un marché privé à bout de souffle. Et cela se fait au détriment de la qualité du service, voire de la vie des

cheminots et des voyageurs, s'il le faut...

T o u t cela apparaît évident pour les cheminots, qui ne restent pas les bras croisés. Pour défendre le service public, nombreux sont ceux qui se battent, comme ce fut encore



le cas récemment contre la filialisation de B-Cargo, avec plusieurs grèves et de nombreuses actions de protestation. Les conducteurs sont les premiers à exiger plus de sécurité sur le rail, mais pour obtenir des mesures aussi essentielles, il faut encore se battre. Les cheminots sont bien conscients de l'ampleur de l'enjeu, mais c'est le rapport de force qu'il faut renforcer, en organisant tous ensemble des actions et des grèves unitaires. La politique néolibérale de destruction des services publics appliqués par tous les partis du gouvernement fait également des ravages à la Poste et dans l'enseignement supérieur. Unifions la lutte de tous les services publics ! Organisons-nous pour exiger des directions syndicales qu'elles présentent un plan d'action contre toute libéralisation, contre toute privatisation, pour qu'elles nous informent correctement de la situation en assemblées ouvertes et démocratiques. Mobilisons-nous tous ensemble ! Aalter, Pérot, Buizingen, cela suffit ! Seule la lutte paie !

La direction est responsable de l'accident, pas les cheminots !
Non à la libéralisation et à toute privatisation !
Pour une société de chemin de fer unique et publique !
Mise en place immédiate d'un système de freinage automatique !
Unifions les luttes !
Cheminots et usagers, solidarité !

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

CONTRE L'ARROGANCE D'UNE MULTINATIONALE

Carrefour, le numéro deux mondial de la distribution, se plaint que sa section belge est en perte, et qu'il faut donc la « restructurer ». Toutefois, Carrefour Belgium a puisé dans sa caisse, le 29 décembre 2009, pour alimenter celle de la multinationale avec un milliard d'euros.¹ Et cette multinationale dispose d'un « Centre de Coordination » en Belgique, un montage financier qui permet d'éviter des impôts en toute « légalité ». Ce Centre a fait 381 millions d'euros de bénéfice en 2008, sur lequel il n'a payé que 33 225 euros d'impôt, soit 0,008 %.

D'un jour à l'autre, Carrefour Belgium décide donc de fermer 21 hypermarchés et 7 supermarchés en Belgique. Cela représente plus de 1672 licenciements directs, sans compter les licenciements indirects, chez les sous-traitants et dans certains centres de distribution. De plus, les conditions salariales, les conditions de travail et les avantages acquis des travailleurs qui resteraient dans les magasins laissés ouverts seraient revus à la baisse. On parle de 15 % de diminution salariale.

Par la suite, on apprend que « il y aurait un repreneur », et que les travailleurs devraient donc être contents. En fait, il s'agit d'une autre chaîne de supermarchés, Champion, dont les magasins en France vont changer de nom, devenant... Carrefour. Et Champion veut bien reprendre les magasins Carrefour en Belgique, mais avec ses propres conditions de travail. Bref, l'essentiel est de faire travailler ses ouvriers et employés pour la même multinationale, avec des conditions de travail revues à la baisse, c'est-à-dire, faire payer la crise par les travailleurs.

La même logique du capitalisme, le « problème » de ne pas gagner assez, mène d'ailleurs Carrefour à ouvrir des supermarchés dans les Balkans, en partenariat avec la société grecque Marinopoulos. Ne disait-on pas que l'économie grecque était en crise ? Effectivement, et c'est de cela que veut profiter Carrefour. Toutefois, elle devra compter avec la résistance du peuple grec, qui a fait deux grèves générales en février.²

Les travailleurs de Carrefour Belgium aussi résistent. L'an dernier, la direction avait déjà essayé d'ouvrir un magasin à Bruges dans des conditions qui ne respectaient pas la commission paritaire des travailleurs de Carrefour, avec une attaque sur l'ensemble des conditions de travail et 25% de diminution salariale à la clé. La lutte solidaire des travailleurs des différents magasins dans tout le pays l'en avait empêchée.

Aux piquets devant les magasins, la grogne contre l'arrogance des « ces français » se manifeste :

une caissière nous raconte qu'à Eupen, une région germanophone, le magasin Carrefour ne prend même pas la peine de faire les affichages dans la langue des clients. La syndicaliste est contente que la clientèle soutient leur lutte, car la dégradation des conditions de travail va de paire avec la baisse de qualité du service. Cette lutte fait partie de l'ensemble de la résistance contre le capital qui veut faire payer la crise aux travailleurs.

Le gouvernement, par contre, accepte les décisions de Carrefour et ne parle que de « trouver du travail ailleurs » pour les salariés de Carrefour : ailleurs... dans de pires conditions. Et le plus grave est que la direction des syndicats parle dans le même sens. A cet égard, n'oublions pas que l'un des conseillers de Carrefour en matière de réorganisation et de licenciements collectifs n'est autre que Thierry Nollet, ex-secrétaire fédéral du Setca.³

InBev a montré que le combat des travailleurs et l'unité dans la lutte peuvent faire reculer les patrons. La solidarité de tout le personnel, dans l'ensemble des magasins Carrefour, les « non-menacés » avec les « menacés », de même avec les travailleurs des sous-traitants, est absolument nécessaire aujourd'hui car ce sont tous ces travailleurs qui sont dans la ligne de mire de Carrefour. Nous saluons les assemblées du personnel qui se sont tenues sur les sites à l'annonce du plan de licenciement et qui ont appelé à la grève générale. C'est la voie à suivre pour que la lutte aille jusqu'au bout, jusqu'à faire plier les patrons, sans qu'il n'y ait de casse sociale à négocier. Comme à InBev, les organisations syndicales doivent organiser un plan de lutte à la base, en front commun, dans l'unité et la solidarité !

Aucune fermeture de magasin Carrefour
Aucun changement de Commission paritaire
Licenciement = Remboursements des
cadeaux fiscaux
Solidarité de tous les magasins Carrefour
Solidarité avec les travailleurs des sous-traitants
Clients et travailleurs de Carrefour, même combat

1 De Standaard 22/02/2010

2 Voir page ... dans ce journal.

3 L'Echo 25/02/2010

DÉJÀ DEUX GRÈVES GÉNÉRALES...

« LE PEUPLE EST PLUS IMPORTANT QUE LES MARCHÉS ! »

Le 24/02, près de 2,5 millions de travailleurs en Grèce ont mené une grève générale. Le 10/02, les fonctionnaires avaient déjà abandonné massivement leur lieu de travail contre la politique du gouvernement « socialiste » de Yorgos Papandréou. Cette fois, en plus des services publics, les banques, les écoles, les hôpitaux ainsi que le transport maritime, ferroviaire et aérien ont été paralysés. Quatre cents vols ont dû être annulés. Le transport en commun des grandes villes s'est réduit à un service minimal, juste assez pour amener les milliers de manifestants aux grandes concentrations (ils étaient entre 50 000 et 200 000 à Athènes). Même les journalistes et techniciens de la TV se sont joints à la grève. Voici quelques extraits d'une analyse de la crise grecque dans le cadre de la politique de l'UE. Vous pouvez lire le texte complet sur notre site.

Le problème est que la Grèce doit refinancer 53 milliards d'euros de dette en 2010, mais ne peut déjà le faire et va donc entrer en cessation de paiements. [...]

La Grèce connaît la fin abrupte d'une étape de croissance soutenue par un énorme endettement public et privé et par des subventions européennes. Ce fut une étape dont les grands bénéficiaires furent les banques allemande, française et britannique, qui ont financé l'endettement, ainsi que les grandes multinationales allemandes (et françaises) qui se sont appropriées le marché grec, au prix de créer un déficit commercial énorme (supérieur à 10 % du PIB de la Grèce). Ce sont ces entreprises qui se sont emparées du développement du réseau téléphonique et énergétique du pays ou ont monopolisé la rénovation des flottes de taxis et de trams grecs, en recourant à des corruptions généralisées, comme dans le cas de l'allemande Siemens. Entre-temps, l'économie grecque a été fortement dénationalisée. La compagnie de téléphone OTE est contrôlée par la Deutsche Telecom, les lignes aériennes nationales ont été privatisées, les ports ont été vendus à l'entreprise chinoise Cosco. La banque et les grands chefs d'entreprise grecs se sont invités avec enthousiasme à la fête, ce qui a encore aggravé l'inégalité sociale grecque, déjà l'une des plus fortes au sein des États européens (80 armateurs possèdent un patrimoine équivalent à tout le PIB grec). [...]

Le plan de choc grec

La clé du plan est la réduction de 4 points du déficit public grec en 2010, pour arriver à un déficit de 2,8 % en 2012. Pour y arriver, le Gouvernement propose de réduire les salaires des employés publics de 5 à 20 %, et encore davantage dans le cas des enseignants. A cela s'ajoute une réduction de personnel : sur 10 fonctionnaires qui s'en vont, seul 2 seront remplacés. Pour apprécier l'ampleur de la mesure, il faut tenir compte du fait que les fonctionnaires représentent 20 % de la population salariée grecque. Le Gouvernement prévoit aussi de reculer l'âge moyen de la retraite de 60 ans à 63 ans et, chez les femmes, de 60 ans à 65 ans. Il y a une réduction très forte des subventions sociales ainsi que des coupes brutales dans les budgets pour les hôpitaux publics. Les investissements publics ont été sacrés et on réduit même les dépenses

militaires. Il y a une forte augmentation d'impôts (sur le logement, l'essence, le tabac, l'alcool, sur le revenu, et augmentation de la TVA de 19 à 20%), tandis qu'une amnistie fiscale et des réductions d'impôts sont octroyées aux chefs d'entreprise. A ces mesures s'ajoute la privatisation de ce qui reste encore à privatiser du patrimoine public grec. [...] Le « plan d'ajustement » de l'UE signifie dévaster le pays et le saigner à blanc au bénéfice du capital financier. [...]

La Grèce s'est transformée en un protectorat

La crise grecque a montré brutalement que seule l'Allemagne et la France sont aux commandes de l'UE, que l'UE est avant tout un instrument du capital financier allemand et français et que celui-ci a transformé la Grèce en un protectorat économique, où toutes les mesures économiques sont imposées et sont contrôlées du dehors par les deux principales puissances européennes. Cette soumission d'un peuple fier comme le peuple grec a atteint l'humiliation quand, le jour même où Papandréou rencontrait Sarkozy en mettant sa vassalité en scène, on annonçait l'achat par la Grèce de 20 avions Eurofighter à l'Allemagne et de 6 frégates à la France.

Soutenir les travailleurs et le peuple grec, rompre avec l'UE, construire l'Europe des travailleurs et des peuples

Cette dure réalité conduit à ce que la Grèce ne puisse faire face à la situation catastrophique qui la menace qu'en déclarant la non-reconnaissance de la dette qui la noie, en rompant avec l'UE et en adoptant des mesures radicales comme l'expropriation de la banque, la nationalisation des entreprises stratégiques sous contrôle des travailleurs, l'échelle mobile des heures de travail, pour que tous travaillent, et l'établissement du monopole d'État sur le commerce extérieur. Et cela, en outre, avec la pleine conscience que ses problèmes ne pourront avoir de solution isolée, mais ne trouveront une issue qu'avec l'appui de la classe ouvrière européenne, dans la marche vers les États-Unis Socialistes d'Europe. [...]

C'est au cours de ce processus long et compliqué qui s'ouvre maintenant que nous devons construire la nouvelle direction révolutionnaire dont la classe ouvrière européenne a besoin.

DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS ATTAQUENT LES SERVICES PUBLICS ET L'ÉDUCATION

Cet article est tiré de « La Voz de los Trabajadores », organe de la section sympathisante de la LIT-QI aux Etats-Unis.
L'article évoque la préparation de la marche du 4 mars, dont un bilan est disponible sur le site de la LIT-QI

La lutte pour l'éducation publique en Californie : un mouvement qui grandit

La Communauté éducative se soulève en Californie. Le 4 mars, étudiants et travailleurs seront les protagonistes du premier soulèvement étatique contre les mesures d'austérité des administrations Obama et Schwarzenegger (le gouverneur de Californie), qui imposent à la classe ouvrière et aux communautés opprimées de payer les coûts du déficit budgétaire résultant de l'octroi de milliards de dollars par la Maison Blanche aux banques et aux entreprises pour les sauver de la faillite.

Le système universitaire de Californie se mobilise et résiste

Mais les mesures ont provoqué une résistance significative, dont le secteur de l'éducation publique de Californie est devenu le protagoniste. Après une grève de la faim de 3 mois des professeurs de Los Angeles, en mai 2009, les travailleurs et les étudiants de l'UCB (Université de Californie-Berkeley) ont commencé, en juin dernier, à s'organiser contre l'imposition du chômage temporaire sans rémunération, les licenciements massifs, les réductions de personnel et l'augmentation des tarifs, les restrictions d'admission et les coupes dans les programmes académiques. A l'Université de Californie (UC), cette lutte se fait contre le pouvoir législatif de l'Etat fédéré et les « bangsters » (les banquiers-gangsters) de Wall Street, nommés par le gouverneur pour diriger le système de l'UC, et contre le Bureau des Régents. Lors de la grève du 24 septembre dernier, Berkeley est apparu comme le campus universitaire le mieux organisé.

Le 24 octobre, dans tout l'Etat fédéré, les travailleurs et les étudiants ont convergé vers l'Université de Berkeley pour réaliser une conférence historique qui a réuni la majorité des secteurs militants de base des travailleurs, professeurs et étudiants de l'éducation publique, afin de décider démocratiquement d'un plan d'action et d'une réponse de lutte. De la conférence a surgi, pour la première fois, la possibilité d'une coordination des luttes au niveau étatique pour le 4 mars, comme date pour une grève et un jour d'actions.

La lutte se généralise : la semaine d'action coordonnée dans l'éducation publique

Les 18-20 novembre derniers, le secteur de

l'éducation a soutenu des actions de protestation coordonnées pendant la semaine de réunions du Bureau des Régents de l'UC, du Bureau des Directeurs de la CSU (Université d'Etat de Californie) et du Bureau de l'éducation du secteur secondaire, dans le but de paralyser leurs affaires habituelles.

[...] L'épicentre de cette lutte fut à Los Angeles et à Long Beach, dans les lieux de réunion des Régents de l'UC et des Directeurs de la CSU, ainsi qu'à l'Université de Berkeley, où a eu lieu une grève historique d'étudiants et de travailleurs, trois jours durant.

L'Université de Californie en grève

A travers tout le Système de l'UC, des milliers d'étudiants, de travailleurs et de professeurs se sont mobilisés pour protester contre les licenciements, le chômage temporaire sans paiement et l'accroissement de 32 % du minerval, en se rassemblant dans une action pour paralyser la réunion des Régents, avec l'occupation du bâtiment où ils étaient réunis. La police du campus et celle de Los Angeles ont arrêté 14 personnes et il y a eu beaucoup de blessés. Dans l'UC-Santa Cruz, 500 personnes ont bloqué les entrées du campus de l'Université et ont notamment occupé les bâtiments administratifs, tandis que dans l'UC-Davis, 52 personnes ont été arrêtées lors d'un sit-in suivi de l'occupation de davantage encore de bâtiments. Les instructeurs des étudiants de graduat, les travailleurs techniques et ceux des bureaux ont appelé à une grève de deux jours. Les étudiants ont soutenu un appel à une grève de trois jours et se sont unis à la grève du restaurant de Bear's Lair. Pendant la grève, des milliers d'étudiants et de travailleurs sont descendus dans la rue et sont allés à Berkeley High et au Community College de la ville. Là, ils se sont mis à chanter : « Une seule lutte ! Une seule lutte ! L'éducation est un droit ! ».

Le second jour de grève, les lignes de piquet se sont organisées par lieu de travail ; les militants ont marché vers la porte de l'administration où ils ont déposé les ordures non récoltées en protestation contre les coupes dans le personnel de nettoyage. Au troisième jour, après que les Régents aient imposé les augmentations du minerval, les étudiants ont pris le contrôle de Wheeler Hall en exigeant la réadmission de 38 travailleurs licenciés de l'AFSCME (la Fédération Nationale des travailleurs des services publics), un compromis de l'administration de l'UCB pour la résidence estudiantine

de Rochdale ainsi qu'un contrat juste pour les travailleurs du Bear's Lair. L'administration a répondu avec une armée de policiers équipés de gaz lacrymogènes, de tasers et de balles en caoutchouc. Mais l'utilisation brutale de la force policière a enflammé la lutte. Avec l'appui de milliers d'étudiants et de travailleurs, qui ont fait face à l'armée des bataillons de policiers, les étudiants ont entouré le bâtiment pendant 12 heures et ont négocié, avec succès, la réduction du minerval. Ce fut une grande victoire acquise grâce au pouvoir énorme qu'ont les étudiants et les travailleurs quand ils agissent comme une seule force, et cela a clairement démontré la nature de classe de leur lutte. [...]

La lutte conjointe obtient les premières victoires

La mobilisation indépendante et démocratique des étudiants et travailleurs a mené Schwarzenegger à proposer un nouveau modèle de financement pour l'éducation supérieure, avec une augmentation des dépenses publiques pour les UC et CSU de 7,5 % actuellement à 10 % du budget total (en 1970, elles étaient de 13 %), mais cela au détriment du budget des prisons publiques, qui passera de 11 % à 7 %. Cette annonce est une victoire parce qu'elle reconnaît la force de notre mouvement et de notre pouvoir collectif, mais il s'agit surtout d'une tentative de coopter et de diviser le mouvement pour l'éducation publique.

Primo, nous ne luttons pas pour une augmentation aléatoire du financement public au détriment d'autres travailleurs du secteur public. Segundo, les « coupes » dans les « frais de prisons » sont principalement des coupes pour les éducateurs et les autres travailleurs sociaux qui travaillent dans le système carcéral public.

Finalement, la proposition du Gouverneur tente



d'isoler les « institutions d'élite » du reste de l'éducation publique, en laissant le reste des écoles publiques et des Collèges Communautaires sans ressources. Il faut rejeter catégoriquement cette tentative de nous acheter : nous nous battons ensemble, nous continuons ensemble !

Le 4 mars est jour de grève dans tout l'Etat !

Il faut augmenter l'agitation et la mobilisation des étudiants et des travailleurs dans chaque école ou centre de travail touché par les réductions de budget pour préparer la journée du 4 mars. Les comités régionaux et ceux par ville ont un rôle clef, en unifiant toutes les luttes émergentes dans chaque secteur de l'éducation publique. [...]

La nécessité d'une direction politique

Pour que ce mouvement ait du succès, une direction politique alternative est nécessaire pour les travailleurs qui veulent lutter, spécialement à l'intérieur

des syndicats. Cette lutte est inséparable de la lutte pour la démocratie ouvrière, pour l'indépendance des syndicats par rapport aux partis bourgeois (démocrates et républicains) et pour la fin des privilèges des bureaucrates.

La bourgeoisie a sa propre direction, qui se trouve dans les gouvernements national et étatique, et elle dirige l'Etat pour satisfaire les intérêts des grandes entreprises. Malheureusement, la classe ouvrière américaine n'est pas parvenue à conquérir son indépendance de classe et à construire sa propre organisation politique, qui aurait la force et la capacité de défendre ses intérêts et de prendre le pouvoir politique pour détruire la société de classes. La mobilisation des travailleurs et des étudiants de Californie peut être un premier pas en ce sens.

Et en Belgique...

La baisse constante du financement public de l'éducation s'opère parallèlement à la mise en concurrence des institutions par la Réforme de Bologne. Dans les universités, on abandonne massivement des cours et des domaines de recherche jugés non « rentables » ou plus « utiles » tandis qu'on en vend d'autres à des sociétés privées et à des multinationales. On coupe dans les budgets sociaux tandis qu'on augmente les frais d'inscription. On diminue l'encadrement tandis qu'on concentre les programmes maintenus. On sous-traite des services essentiels, on cède des terrains de logement au privé, tandis qu'on augmente les dépenses de prestige. On fusionne les établissements tout en laissant tout le pouvoir au Conseil d'Administration. Face à cela, les délégations étudiantes officielles, intégrées dans l'appareil des universités, s'en tiennent à des revendications partielles sans construire un large mouvement de résistance depuis la base ni relayer les initiatives d'organisation des étudiants. Mais en Belgique aussi, des alternatives d'organisation pour le mouvement étudiant naissent et se développent. Ainsi sont nés le GAU! (Groupe pour une Autre Université) à l'ULB ainsi que le Comité anti-Bologne des étudiants et travailleurs de l'UCL à Louvain-la-Neuve, qui publie le journal « RéCLaMe ». Ces deux groupes ont en commun de se battre contre la privatisation des universités en consacrant leur effort à l'information et à la construction d'Assemblées Générales démocratiques et indépendantes.



Nous publions ici la traduction du n° 156 (février 2010) de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

CONTRE LES MENACES IMPÉRIALISTES ENVERS L'IRAN !

Le conflit qui concerne le programme nucléaire iranien a pris de l'ampleur en ce début de 2010, par l'élévation du niveau d'accusations, de pressions diplomatiques et de menaces de sanctions économiques envers l'Iran. On reprend déjà le thème de la possibilité d'un « conflit militaire », avec une attaque éventuelle des Etats-Unis, ou même d'Israël, contre le pays. On développe une campagne internationale agressive, dirigée par les Etats-Unis et Israël, dans le but de faire pression sur les autres puissances mondiales pour qu'elles acceptent des mesures plus dures contre l'Iran. La campagne cherche aussi à convaincre l'opinion publique internationale et à la préparer pour cette attaque militaire éventuelle ou, plus probablement, pour appliquer des sanctions encore plus dures que celles déjà existantes.

L'objectif est de « diaboliser » l'Iran, de la classer comme une « dictature » qui pourrait « mettre l'humanité en danger » au cas où elle aurait accès à la technologie nucléaire. Une des dernières manœuvres de cette campagne a été cette « lettre ouverte » grotesque et honteuse, signée par plusieurs lauréats du Prix Nobel et d'autres scientifiques, adressée aux autorités suprêmes des puissances mondiales (les Etats-Unis, la France, la Russie, l'Angleterre et l'Allemagne), en les incitant à « réagir, face aux atrocités du régime iranien et ses ambitions nucléaires irresponsables et absurdes, avec des sanctions plus dures ». Cette « lettre ouverte » a été publiée sur une page complète dans les quotidiens *The New York Times* (07/02/2010) et *International Herald Tribune* (09/02/2010) et sa publication a été payée par une organisation sioniste. Ces illustres auteurs et scientifiques n'ont jamais pris position, ni se sont mobilisés, contre l'arsenal nucléaire américain ou israélien.

Pour notre part, nous avons une position claire de défense des droits démocratiques et des travailleurs de l'Iran contre les abus du régime réactionnaire des ayatollahs, nous sommes solidaires

avec les mobilisations qui ont fait face à la dictature et nous appelons à son renversement par la lutte des masses. Mais nous voulons sonner l'alerte concernant le fait que l'actuelle campagne impérialiste cherche à utiliser ce caractère du régime et la répression qu'il exerce, dans un sens encore plus réactionnaire : préparer une attaque contre l'autonomie du pays et une plus grande attaque contre les libertés démocratiques.

Cette campagne contre l'Iran vient de loin et sa véritable raison est que l'impérialisme n'accepte pas qu'un pays qui n'est pas totalement soumis à ses intentions, et qui a une certaine indépendance, développe une technologie dans un secteur aussi stratégique et sensible. Dans le cas de l'Iran, en particulier, l'impérialisme américain n'a pas encore digéré la défaite subie il y a 31 ans, quand une révolution a renversé le Shah Reza Pahlevi, qui dirigeait une dictature corrompue, marionnette des Etats-Unis dans la région. Cette révolution a nationalisé le pétrole et le gaz, en expulsant les compagnies pétrolières étatsuniennes.

L'« hypocrisie nucléaire » impérialiste

Quand il s'agit de thèmes en rapport avec la technologie nucléaire, c'est le règne du mensonge et de l'hypocrisie de la part des pays qui possèdent ce type d'armement, pays qui agissent toujours de manière à créer et nourrir des doutes, des suspicions et de l'insécurité dans la population partout dans le monde. Sous la pression de positions pacifistes, qui se veulent « progressistes », des secteurs de la gauche mondiale se font l'écho de ce discours, en contribuant, dans la pratique, à la perpétuation de la domination politique, économique et militaire de ces « puissances nucléaires ». Au nom d'« éviter le danger nucléaire », ils finissent par soutenir, dans la pratique, la politique impérialiste consistant à garder le monopole des armes nucléaires entre leurs mains et entre celles de leurs alliés ou agents directs.

Outre le terrain militaire, un autre aspect à considérer est que l'impérialisme veut aussi le monopole nucléaire dans le commerce de la technologie et des ressources nécessaires pour la production pacifique, de façon à pouvoir ainsi obtenir de grands bénéfices de ce secteur énergétique.

Ce qui est certain, c'est que le « danger nucléaire » existe déjà, concrètement, depuis belle lurette, et cela indépendamment du programme nucléaire de l'Iran ou de tout autre pays qui le développerait. Le seul pays qui a utilisé, jusqu'à présent, ce type d'armes contre une population a été les Etats-Unis, qui ont lancé deux bombes atomiques sur le Japon (Hiroshima et Nagasaki) à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945. Cela a été une attaque criminelle et militairement inutile, parce que le Japon était déjà pratiquement vaincu et n'avait plus les moyens de continuer la guerre (l'Allemagne et l'Italie s'étant déjà rendues). Ces bombardements ont été un message au monde, de démonstration de force et de pouvoir de la grande puissance qui émergeait victorieuse. Aujourd'hui, les Etats-Unis possèdent un arsenal nucléaire capable de détruire plusieurs fois la planète, et leur bourgeoisie impérialiste a démontré qu'elle est disposée à l'utiliser si elle le considère nécessaire. Voilà le « danger nucléaire réel » qui menace l'humanité, et pas celui de l'Iran.

Plus scandaleux encore est le cas d'Israël : c'est un secret de polichinelle que ce pays possède entre 200 et 300 armes nucléaires qui ne sont soumis à aucune inspection ou contrôle externe, et dont le développement de son programme nucléaire est soutenu par les Etats-Unis. En outre, ce pays a déjà utilisé des armes interdites non nucléaires, en provoquant des massacres de civils palestiniens, comme dans la Bande de Gaza. Et il vit en guerre permanente avec les pays voisins en les menaçant avec des bombardements, comme il le fait maintenant avec l'Iran.

L'idéal serait qu'il n'y ait pas d'arsenaux nucléaires. Mais aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, ainsi que son arsenal nucléaire, auquel il ne renoncera pas, ainsi que son armée avec des armes chimiques et de haute technologie, on ne peut pas parler de « désarmement » en général, sans

dire d'abord qui désarmera le principal arsenal, celui des Etats-Unis. Finalement, même avec la fin de la « guerre froide » avec l'ex-URSS, qui était la vieille justification étasunienne pour son immense arsenal nucléaire, cet arsenal reste intact et s'est modernisé, avec son terrible pouvoir de destruction qui menace l'humanité.

Le rôle de l'AIEA et du Traité de non-prolifération nucléaire

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a été créée en 1957, comme une organisation autonome au sein de l'ONU, avec l'objectif supposé « de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de décourager son utilisation à des fins militaires dans des armes atomiques ». Comme on peut s'y attendre, son activité n'a pas beaucoup à voir avec cela. C'est un organisme complètement manipulé par les grandes puissances impérialistes, en particulier les Etats-Unis.

L'instrument avec lequel l'AIEA agit sélectivement pour que certains pays n'avancent pas dans le développement de la technologie nucléaire est le Traité de non-prolifération d'armes nucléaires (TNP). Ce traité a été signé en 1968 et est entré en vigueur en 1970. Il préconisait le gel de la production d'armes nucléaires : les signataires qui ne les possédaient pas encore, renonçaient à les développer, tandis que les pays qui les avaient déjà



s'engageaient à réduire leur arsenal atomique (sans que, toutefois, des délais ou des objectifs concrets pour ce « désarmement » soient fixés). De cette façon, dans la pratique, la technologie pour la fabrication d'armes atomiques resterait réservée uniquement aux 5 nations qui la dominaient déjà à l'époque (les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine).

En contrepartie, les autres nations signataires recevraient un appui et un encouragement pour le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (comme la production d'électricité, de radio-isotopes et de radio-médicaments, l'irradiation de matériaux, d'aliments, etc.). Les pays signataires du TNP s'engagent à communiquer et à rapporter à l'AIEA toutes leurs activités nucléaires. Ils doivent permettre que des inspecteurs de l'AIEA contrôlent

leurs installations. Ces obligations, toutefois, ne sont pas applicables aux 5 nations qui possédaient déjà des armes nucléaires. Le TNP a été signé par 187 des 190 pays qui font partie de l'ONU, mais il a été ratifié par moins de la moitié de ces pays. Les trois pays qui ne l'ont pas signé sont l'Inde, le Pakistan et Israël.

Il est évident que le Traité est extrêmement discriminatoire, traité cherchant à concentrer et consolider le pouvoir militaire dans quelques pays impérialistes ou un petit nombre d'alliés. Ce n'est pas par hasard si les principales « puissances nucléaires » sont les mêmes nations qui composent le Conseil de Sécurité de l'ONU (les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France), un reflet du partage du pouvoir après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne reste donc aucun doute que cela a signifié et signifie la possession de la technologie nucléaire comme un facteur de pouvoir, de domination et d'imposition de leurs intérêts.

L'autre volet de ce Traité, la promesse des puissances nucléaires de réduire leur arsenal nucléaire, ne va pas au-delà des déclarations diplomatiques de bonnes intentions. Dans la pratique, durant ces années que le TNP est en vigueur, il y a eu une augmentation significative de cet arsenal. Outre les cinq puissances nucléaires originales, on sait que quatre autres pays ont déjà construit des armes nucléaires : l'Inde, le Pakistan et Israël, précisément les pays qui ont refusé d'adhérer au TNP, ainsi que la Corée du Nord, qui s'est retirée du TNP en 2003. Ce dernier, toutefois, n'étant pas un allié de l'impérialisme, est mis sous pression pour interrompre son programme nucléaire.

Le TNP est de plus en plus mis en question, pour ne pas être démocratique et ne pas garantir ses objectifs originaux. Au contraire, le nombre de pays qui dominent la technologie de fabrication d'armes nucléaires a grandi et les puissances nucléaires n'accomplissent pas leur part du Traité (le désarmement). En outre, l'AIEA est utilisée en fonction des intérêts définis par la plus grande puissance impérialiste, les Etats-Unis. En mai 2010 aura lieu une nouvelle conférence internationale de révision du TNP (qui a une périodicité de 5 ans), où les Etats-Unis et leurs alliés feront pression pour que les pays signent le Protocole Additionnel, qui permettrait à l'AIEA de mettre en oeuvre des inspections sans restriction, plus vastes et plus détaillées, et sans programmation préalable. L'actuel protocole date de 1997 et n'a été signé que par 93 des signataires originels du TNP.

En outre, il y a la proposition étasunienne d'établir une « banque internationale d'uranium enrichi », qui coordonnerait hypothétiquement sa

distribution selon les nécessités établies par les pays. Une telle proposition est vue avec beaucoup de réserve et sera acceptée difficilement, parce qu'elle signifierait que les pays signataires renonceraient à se former dans la technologie pour dominer les étapes de l'enrichissement de l'uranium, et serait donc totalement dépendants des grandes puissances. Actuellement, il y a peu de pays qui dominent tout le cycle d'enrichissement de l'uranium (les 5 puissances nucléaires, l'Allemagne, la Hollande, le Brésil et, partiellement, l'Argentine). Mais plusieurs autres pays font des efforts en ce sens, comme l'Iran, qui vient d'annoncer la domination complète de la technologie. Comme les grandes puissances ne devront rien offrir en échange, en ce qui concerne leur propre désarmement, on prévoit que cette conférence tend à aboutir à un échec, tout comme la conférence précédente, de 2005, qui n'a même pas obtenu un consensus minimal pour permettre un document de clôture. L'autre thème qui planera sur la Conférence est la crise produite par le programme nucléaire iranien.

Le programme nucléaire iranien

L'Iran a entamé son programme nucléaire vers le milieu des années 60, encore sous la dictature du Shah Reza Pahlévi, avec l'appui et l'encouragement des Etats-Unis. La première installation nucléaire iranienne, le Centre de Recherche Nucléaire de Téhéran, avec un petit réacteur de recherche de 5 MW de puissance, a été construit en 1967. En 1968, l'Iran a signé le Traité de non-prolifération d'armes nucléaires (TNP), ratifié par son Parlement en 1970.

Vers le milieu des années 70, sur la base d'une étude du Stanford Research Institute (SRI), les Etats-Unis ont convaincu le Shah de construire plusieurs réacteurs nucléaires pour répondre à la demande future d'énergie électrique, puisque, selon les études du SRI, l'Iran aurait besoin d'une matrice énergétique de 20 000 MW en 1990. De cette manière, les entreprises américaines pourraient vendre de la technologie nucléaire à l'Iran, ou construire ces réacteurs, et les Etats-Unis récupéreraient une partie de leurs frais d'achat de pétrole iranien.

En 1979, année de la révolution qui a renversé le Shah, l'Iran était en train de construire deux réacteurs pour la production d'énergie électrique, sous la responsabilité d'entreprises allemandes. Une installation était terminée à 90% et l'autre à 50%. Par pression des Etats-Unis, aucune entreprise ou pays n'a accepté de continuer la construction de ces réacteurs, et ce n'est que récemment, en février

2009, que la première centrale nucléaire iranienne a été terminée par des entreprises russes.

En 2003, on a su que l'Iran possédait des installations nucléaires à Natanz et Arak, où il serait possible, théoriquement, d'enrichir de l'uranium aux niveaux suffisants pour la production d'armes. L'Iran a alors signé le protocole additionnel du TNP, comme une façon de réduire les pressions internationales, et le président Khatami a alors ouvert les installations pour les inspecteurs de l'AIEA, en affirmant que l'Iran produirait son propre combustible nucléaire pour suppléer aux besoins de son réacteur de recherche.

C'est-à-dire, au moins depuis 2003, ce n'était une surprise pour personne que l'Iran, ainsi que plusieurs autres pays, essayait de développer et/ou d'acquérir la technologie pour l'enrichissement d'uranium, ce qui est totalement permis aux pays signataires du TNP : ils peuvent avoir leur programme nucléaire et enrichir de l'uranium à 20%, pourvu qu'ils déclarent que c'est pour des « fins pacifiques » et qu'ils ouvrent leurs installations à l'inspection de l'AIEA. L'Iran ne violait donc aucune règle du TNP, qui sert les intérêts des grandes puissances.

En dépit de cela, les Etats-Unis ont fait valoir que l'Iran n'avait pas besoin d'énergie nucléaire pour la production d'électricité, étant donné que le pays possédait d'énormes réserves de pétrole et de gaz, et que, par conséquent, son intérêt serait la construction d'armes nucléaires. Avec cet argument, les Etats-Unis ont exigé la fin du programme nucléaire iranien, en oubliant que, il y a quelques années, ils avaient utilisé l'argument inverse pour pouvoir vendre des réacteurs à l'Iran, quand ce pays était dirigé par un gouvernement fantoche. Il est évident ici que l'impérialisme ne se préoccupe de la « prolifération » que quand cela pourrait signifier qu'un certain pays échappe à son contrôle absolu des armes nucléaires.

La question centrale est le monopole nucléaire pour l'impérialisme

Pendant les années de guerre froide, quand l'URSS et d'autres pays possédaient déjà la technologie et ont produit des armes nucléaires, les Etats-Unis devaient tenir compte de la possibilité de représailles avant d'utiliser encore une fois leur puissant arsenal nucléaire. C'était ce qu'on avait l'habitude d'appeler le « pouvoir de dissuasion ». Ce que les Etats-Unis cherchent à garantir aujourd'hui, c'est qu'il n'y ait pas d'autres pays qui puissent avoir la possibilité d'atteindre ce pouvoir, pour qu'ils ne puissent pas résister à ses ordres et à sa politique de

colonisation et de domination mondiale, en s'assurant une hégémonie militaire incontestable.

Depuis 2003, le programme nucléaire de l'Iran, qui met en œuvre tous les articles du TNP, est un motif de pressions et de sanctions de la part des puissances internationales, malgré toutes les inspections faites par l'AIEA, et cela même après que le président précédent de cette Agence, Mohamed el Baradei, a affirmé qu'il ne possédait aucune information ou preuve que l'Iran pourraient avoir un programme de production d'armes.

Cette même Agence a toutefois changé de position sous la pression politique des grandes puissances. Comme exemple de cette activité politique partielle de l'AIEA, nous pouvons citer leur position quand l'Egypte et la Corée du Sud ont été surprises après avoir réalisé des expériences nucléaires secrètes pendant de longues années : à aucun moment on a suggéré que ces pays pourraient construire des armes nucléaires ; il n'y a pas eu de mobilisation diplomatique ; on n'a pas exigé des représailles ou des sanctions économiques. L'Agence s'est limitée à une petite admonestation à ces pays alliés des Etats-Unis. L'autre exemple absurde est celui déjà citée d'Israël, avec des centaines de bombes atomiques, qui jamais n'a été ne fut-ce que notifié ou « rappelé à l'ordre » de la part de l'AIEA.

Pour tout cela, nous défendons le droit de l'Iran de développer sa technologie nucléaire et, y compris, de fabriquer des bombes atomiques pour se défendre d'une attaque impérialiste ou israélienne. En réalité, la possession de ses armes serait un obstacle important à ces possibles attaques. En ce sens, il faut réveiller la conscience et alerter les travailleurs contre ces mensonges et ces hypocrisies de l'impérialisme. Que ceux qui vocifèrent contre le programme nucléaire de l'Iran prennent position concernant le plus grand arsenal nucléaire qui n'a jamais existé et que personne ne contrôle, celui des Etats-Unis, le seul pays qui les a déjà utilisées contre les peuples. Nous appelons aussi à se prononcer clairement contre les sanctions des pays et des organismes impérialistes contre Iran.

Nous le réaffirmons : le danger d'une catastrophe nucléaire pour l'humanité n'est pas dans le programme nucléaire iranien (ou brésilien, argentin, nord-coréen, etc.), mais dans l'arsenal déjà existant, à disposition des nations impérialistes et de leurs alliées qui, à tout moment, violent les règles qu'ils essayent d'imposer aux autres et démontrent leur caractère belligérant, colonisateur et impérialiste.

LA SOLIDARITÉ SOUS LES DÉGOMBRES

Pour les gouvernements impérialistes, ce qui importe le moins, c'est le sort du peuple haïtien

Il n'y a pas que des pierres et des briques qui sont tombées sur la tête des haïtiens à Port-au-Prince. Il n'y a pas que des maisons et des bâtiments qui se sont effondrés, laissant des milliers de morts ensevelis. Après le tremblement de terre qui n'a duré que quelques secondes, la fureur de la nature a été remplacée, avec encore plus de violence et de dommages, par la fureur du grand capital et du profit des grandes multinationales impérialistes, une fureur qui va probablement durer une dizaine d'années.

Protégé par les casques bleus de l'ONU et les casques verts des Marines américains armés de la panoplie guerrière dernier cri, le grand capital multinational a déjà commencé le pillage. Alors que le monde entier court pour récolter des millions pour l'aide humanitaire (on calcule qu'un milliard de dollars a déjà été rassemblé), les gouvernements impérialistes agissent comme des vautours pour savoir qui parviendra à tirer le plus d'avantages du séisme.

L'impérialisme a déjà annoncé un « Plan Marshall » pour Haïti. Conduit par les Etats-Unis, le Plan Marshall a été le plan de reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, un des plans les plus corrompus jamais mis en oeuvre. Il est entré dans l'histoire comme « une grande aide humanitaire » pour les pays dévastés par la guerre mais il a en réalité servi à affirmer la nouvelle hégémonie des Etats-Unis en Europe et dans le monde. En outre, il a ouvert une lutte féroce entre les entreprises en quête de contrats pour savoir qui gagnerait le plus de tout cela.

Ce sera la même chose en Haïti. Les Etats-Unis profitent du séisme pour amener leurs troupes à contrôler directement le pays et pour canaliser vers leurs entreprises la reconstruction du pays, ce qui représente de juteux contrats pour les grandes entreprises et des budgets de plusieurs millions pour de nombreuses années.

Le travail de reconstruction commence juste après la « phase urgente », quand les yeux du monde ne seront déjà plus centrés sur Haïti. C'est le moment où apparaît une atmosphère propice à la corruption, à la déviation de subventions, au manque de contrôle sur la manière de travailler des entreprises, sur le type de matériaux qu'elles vont utiliser et sur la question de savoir si la reconstruction sera faite en accord avec les intérêts et les nécessités de la population la plus pauvre ou selon les désirs des riches millionnaires.

Ce n'est pas la première fois que cela arrive. L'ONG Transparencia Internacional cite le cas de la reconstruction de la Province d'Aceh, en Indonésie. Six ans après le

tsunami, des milliers de victimes vivent encore sous des tentes parce que leurs maisons, reconstruites par une entreprise américaine sous contrat, se sont effondrées peu après avoir été construites. L'entreprise aurait dû construire les maisons sur des fondations d'au moins 60 centimètres, mais elle a livré des structures de bois s'appuyant superficiellement sur des pierres.

Lors des grands cataclysmes, les mécanismes de contrôle sur les entreprises restent finalement au second plan et celles-ci en profitent. La compétition commence à s'échauffer. Le Brésil a déjà accusé les Etats-Unis d'essayer de prendre la tête du plan de reconstruction. C'est que les Américains sont arrivés les premiers et les entreprises brésiliennes, comme Camargo Correa et Odebrecht, lorgnent déjà sur les grandes affaires qu'Haïti promet dans le futur.

De l'un des pays les plus pauvres du monde, Haïti est devenu une véritable mine de bonnes affaires pour les entreprises de tout genre : aéroports, ports, hôpitaux, écoles, logements, infrastructure urbaine, réseau d'assainissement de base, énergie électrique, système de transports. Voilà un paradis pour ceux qui viennent de passer par une crise de surproduction et ont un urgent besoin d'investir.

Pendant ce temps, le peuple d'Haïti continue à se débattre pour tout, que se soit pour un plat de nourriture, un logement ou de l'attention sanitaire. Toutes les conditions minimales de vie font défaut. On ne parvient pas à savoir ce qu'est devenu tout ce qui a été récolté partout dans le monde, une quantité plus que suffisante pour résoudre les problèmes urgents de la population touchée par le séisme, comme la construction d'abris, la distribution de repas et d'eau, des médicaments et des hôpitaux. Ces problèmes persistent et s'aggravent de jour en jour, et l'aide qui arrive est infime. Selon l'ONU, moins de 25% des personnes touchées par le séisme ont reçu un certain type d'aide jusqu'à présent.

Les journaux informent que les vols qui amènent des blessés haïtiens aux Etats-Unis sont suspendus depuis quelques jours. Il s'agit d'une décision politique du gouvernement américain, prise en raison du manque d'accord sur la prise en charge de la note pour le transport et le traitement des Haïtiens. Le gouverneur de Floride, Charlie Christ, veut répartir les coûts, et la Maison Blanche allègue qu'elle a pris la décision « parce qu'il n'y a plus d'espace » dans le réseau hospitalier de l'Etat pour traiter de nouvelles victimes du séisme.

Question : où se trouvent-ils, les millions de dollars récoltés ? Même les artistes de Hollywood (Julia Roberts, Brad Pitt, Angelina Jolie, parmi d'autres

célèbres) ont fait un marathon de télé-marketing en demandant de l'aide pour Haïti et ont récolté des millions. Où est allé cet argent ?

« J'ai au moins cent patients qui mourront dans un ou deux jours, s'ils ne sont pas conduits aux Etats-Unis » a dit Barth Green, médecin de l'Université de Miami. Plus d'un million de personnes sont sans abri, dorment dans la rue, au milieu des décombres. Mais au lieu de les aider avec l'énorme aide humanitaire déjà récoltée, l'ONU annonce qu'elle va construire des campements pour eux, bien éloignés du centre de Port-au-Prince. C'est une façon de maintenir les survivants éloignés, sans possibilité de protester, et moins encore de participer aux décisions qui sont prises par le gouvernement et par l'impérialisme.

La réalité démontre clairement que, pour les grandes puissances, ce qui importe le moins c'est le peuple Haïtien. Le séisme leur a donné beaucoup de bonnes occasions d'affaires, bien plus lucratives que de distribuer de la nourriture et de l'eau aux blessés. Le président américain Barack Obama a profité de la tragédie pour se faire sa promotion. Il a prononcé des discours enflammés en demandant la solidarité de tous les pays mais, en même temps, il a suspendu les vols de Haïti vers les Etats-Unis en laissant des milliers de personnes qui ont besoin d'une attention hospitalière spéciale, au bord de la mort. La Garde Côtière des Etats-Unis a pour instruction de réprimer durement toute tentative des Haïtiens d'arriver sur les côtes américaines.

Même après le séisme, qui a tué presque 200.000 personnes, la politique impérialiste de domination coloniale d'Haïti est toujours en vigueur. C'est la même politique qui a mené au pillage systématique du pays pendant des années, et aux dictatures sanglantes et corrompues des Duvalier, sous le manteau duquel les entreprises capitalistes multinationales ont aspiré jusqu'à l'os les richesses et la main d'œuvre haïtienne. Avec leurs tonton-macoutes assassins, ces gouvernements, soutenus par l'impérialisme, ont traité le peuple d'Haïti comme des animaux pendant des années.

C'est ce qui continue à se passer. Les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes foulent aux pieds et méconnaissent l'autodétermination du peuple haïtien. Un exemple éloquent est le rapt d'enfants qui a lieu. La Justice haïtienne vient de poursuivre dix Etasuniens pour kidnapping de mineurs. Le groupe a été emprisonné quand il essayait de passer la frontière avec la République dominicaine, en emmenant 33 enfants haïtiens, entre 2 mois et 12 ans. Membres d'une ONG religieuse des Etats-Unis, le groupe a littéralement kidnappé les enfants, puisqu'il n'avait pas

les papiers nécessaires pour l'adoption. Sans parler du fait que quelques mères haïtiennes ont réclamé leurs enfants quelques jours après le séisme et ont accusé le groupe religieux d'avoir emmené les mineurs avec la promesse de les restituer quelques minutes plus tard. Le groupe a allégué que c'était des « orphelins », mais le gouvernement haïtien a confirmé que tous les enfants avaient des familles qui ont survécu au séisme.

Ce que nous avons dit dans *Courrier International* de janvier s'est confirmé. Dans ce jeu de forces, c'est le peuple d'Haïti qui reste au dernier plan, doublement sacrifié : par le séisme et par les intérêts impérialistes.

Tant la Minustah que les gouvernements impérialistes se sont davantage préoccupés de contrôler militairement et économiquement Haïti, afin de le transformer en colonie, que des conditions de vie du peuple haïtien.

Pour cette raison, les travailleurs et les organisations populaires doivent assumer un rôle important. Ce sont eux qui doivent contrôler l'aide

humanitaire, en essayant de rompre le blocus de l'ONU, la Minustah et les autres organisations de l'impérialisme qui contrôlent tout et empêchent que l'aide arrive à la population qui en a le plus besoin. Il faut obtenir que les travailleurs organisés contrôlent l'aide humanitaire, en construisant des abris, en organisant des cuisines communautaires, des postes populaires d'attention sanitaire pour les premières aides aux victimes et, surtout, en créant des organismes d'autodéfense contre la répression, le viol des femmes et le vol d'enfants.

Mais une tâche d'une telle envergure ne peut rester uniquement dans les mains des travailleurs haïtiens, profondément touchés par le séisme. Il faut obtenir que la classe ouvrière mondiale montre sa force, se mobilise et aide à récolter des fonds, qui doivent être destinés directement et uniquement aux organisations populaires de Haïti, dont Batay Ouvriye (Bataille Ouvrière).

Il faut suivre les traces de Conlutas, au Brésil, dont la campagne a déjà récolté plus de 50 000 dollars dans les syndicats pour les envoyer aux travailleurs d'Haïti. Solidarité oui, occupation militaire non ! Ce qu'a dit Marx, il y a presque deux siècles - la libération des travailleurs sera oeuvre des travailleurs eux-mêmes - se confirme de nouveau avec toute sa force. Nous n'avons aucun doute : s'il reste encore une certaine espérance de vie aux survivants du séisme, c'est dans les mains des organisations populaires et des travailleurs, d'Haïti et du monde entier, qu'elle se trouve.

Cecilia Toledo

PSTU - section brésilienne de la LIT-QI



Déclaration de Batay Ouvriye après le tremblement de terre (extraits)

[...] Ils envoient médecins, médicaments, repas, eau... Mais c'est la couverture. Sérieusement, et à long terme, il s'agit d'une « aide » utilisée à la consolidation et à l'approfondissement de leur domination. [...] Ils patrouillent de jour comme de nuit et, sous prétexte d'apporter la « sécurité », ils contrôlent toutes les réunions dans les espaces publics, surtout les quartiers populaires. [...] De nos jours, simplement, Haïti a perdu TOUTE SA SOUVERAINETÉ ! Rappelons aussi que cette domination a déjà échoué entièrement et lamentablement. C'est ELLE précisément qui nous a conduit à la situation chaotique actuelle. Aussi devons-nous nous demander : la dite « reconstruction », vers quel intérêt sera-t-elle dirigée ? En faveur de qui, de quels gens, de quelles classes ? Pour nous, clairement, cette « reconstruction » sera faite CONTRE NOUS ! Pour commencer, tout comme cela se produit déjà parmi les gérants-bourgeois d'ici, ces incontournables représentants des intérêts des multinationales, la « reconstruction » se réalisera sur la base des mêmes salaires de misère que nous connaissons [...] et du pillage des dernières réserves naturelles restant sur ce territoire si détruit. [...] Le démantèlement de l'État haïtien va de paire avec le renforcement du rôle des ONG. Elles, qui ont toujours démobilisé les masses populaires, dévié leur lutte ; elles, qui ont toujours promu une différenciation de salaire entre leurs cadres et leurs employés locaux, ce qui aidait à les éloigner progressivement de ceux de leur classe ; elles, qui s'imposent en tout pour ce qui a trait à la santé, à l'éducation, au social en général, représentent de nos jours une autre forme que prendra la tutelle. [...] Malgré tout, tout en sachant tous les problèmes qu'entraîne cette « aide », tout en étant conscients des déviations qu'elle véhicule, il nous faut trouver une manière pour qu'elle soit rentable pour nous autres, les masses populaires. Là encore, il faut qu'on se batte pour qu'elle arrive dans les lieux où nous sommes, dans tous les lieux où elle est nécessaire. Ensuite, nous devons être préparés à la recevoir nous-mêmes, la distribuer nous-mêmes et de la meilleure façon possible. Dans chaque lieu, il doit

y avoir des comités à cette fin. [...] Posant ainsi les bases pour la construction et le développement d'organisations autonomes des masses populaires. Là aussi, nous devons combattre ceux qui s'organisent uniquement pour leur bénéfice propre, ceux qui se sont montrés les voleurs de toujours. [...] Pour cela, nos comités de réception d'« aide » doivent consciemment se transformer en comités de LUTTE. [...] Conjointement, nous devons, le plus tôt possible, avancer à nouveau dans les luttes globales dans lesquelles nous sommes engagés et qui, plus que jamais, doivent être en vigueur. Contre la privatisation, contre la domination... CONTRE L'OCCUPATION ! Parallèlement, et en même temps, relancer dès que possible les principales revendications de chaque secteur des masses populaires. De fait, la réforme agraire doit s'effectuer dès à présent et solidement, les écoles doivent évoluer de manière totalement positive pour nous, de même que l'université, nos quartiers, nos salaires, les services publics que nous utilisons... TOUT LE MONDE DOIT POUVOIR TRAVAILLER ! De sorte que tous ceux qui sont prêt à travailler puissent avoir un revenu assuré, dans le cadre d'un plan général et bien articulé entre le travail agricole, industriel, technique et de services. Un plan général basé sur les intérêts des travailleurs, SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS, SOUS NOTRE CONTRÔLE. Pour tout cela, nous devons déjà clairement savoir que l'État actuel ne pourra pas le faire, ne voudra pas le faire : ce n'est pas notre État, ce n'est pas l'État des travailleurs. [...] Si nous voulons pouvoir réaliser concrètement nos intérêts à court, moyen et long terme, il nous faut UN AUTRE ÉTAT ! Il faut NOTRE ÉTAT À NOUS ! [...] En sachant clairement, et en le fixant dès le départ, que notre réelle (re)construction s'inscrit de manière principale dans notre plan stratégique, nous ne pouvons pas ne pas être présents sur cette question IMMÉDIATE et laisser simplement les impérialistes, avec la putréfaction étatique en place, se charger seuls de sa réalisation, et ainsi facilement faire aboutir leurs idées.

Pour que l'aide arrive à ceux qui en ont réellement besoin !

Collaborez via Batay Ouvriye

Le 21 janvier, Batay Ouvriye a publié un appel d'aide que vous pouvez consulter sur notre site (www.lct-cwb.be). Y figure un numéro de compte aux Etats-Unis où des dons peuvent être versés. Afin de faciliter la récolte de fonds en Europe, le syndicat de l'entreprise UPS en Espagne a ouvert un compte, dont l'argent reçu sera transmis intégralement à Batay Ouvriye :



Comité UPS Vallecas-Trabajadores Haití

IBAN: ES24 2100 4035 8722 0005 3765

BIC: CAIXESBXXX

Une grande soirée de solidarité avec Haïti est organisée ce samedi 27 mars au théâtre de l'Opérette par la ville de Nivelles et l'association « Le monde est à nous ».

Des jeunes Nivellois se mobilisent et organisent une soirée sous le signe de la musique et de la solidarité. Les bénéfices de cette soirée seront reversés intégralement à trois organisations actives en Haïti :

CIDeCS, PAPDA, Batay Ouvriye.

19h: témoignages, stands associatifs, ... 20h: concerts. Tarifs : 6€. Infos : 0488/400.054